

Accord de libre-échange avec la Chine

Publié le: 16. 05. 2013

Le 13 mai, les négociations de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine ont été conclues. La plateforme Chine critique l'opacité du processus de négociation et le manque d'informations sur le contenu de l'accord. Elle exhorte le Conseil fédéral à ne pas signer un accord qui ne protège pas efficacement les droits humains et les normes du travail.

Le texte de l'accord n'a pas encore été publié. Mais tout porte à croire qu'il ne contient pas de chapitre sur le développement durable, avec des dispositions contraignantes sur la protection des droits humains, des normes du travail et de l'environnement. La plateforme Chine* critique l'opacité du processus de négociation, dont la société civile a été complètement exclue, et le manque d'informations sur le contenu de l'accord.

En Chine, des millions de personnes continuent d'être exploitées dans des camps de travail. Les syndicats indépendants ne sont pas autorisés. L'accord de libre-échange doit s'assurer que la liberté et l'autonomie des syndicats est garantie. Il doit indiquer clairement que l'entrée en vigueur de l'accord exige la fermeture de tous les camps de travail. De plus, il doit fixer d'autres dispositions contraignantes sur la base du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU et garantir les droits des minorités.

L'accord de libre-échange doit donc inclure les droits humains et les normes du travail et établir un mécanisme de contrôle et de sanctions. Sinon la Suisse risque d'importer à des conditions préférentielles des produits fabriqués en violant massivement les droits humains.

La plateforme Chine exhorte encore une fois le Conseil fédéral à ne pas signer un accord de libre-échange avec la Chine qui ne protège pas efficacement les droits humains et les normes du travail. C'est finalement ce que plus de 23'000 personnes lui ont demandé par le biais d'une pétition de la plateforme Chine et de l'ACAT.

L'accord de libre-échange doit encore être ratifié par le parlement. La plateforme Chine va s'engager, avec d'autres organisations partenaires, pour que la Suisse ne conclue qu'un accord qui tienne compte des droits humains et des normes du travail.

Pour plus d'informations:

Isolda Agazzi, Alliance Sud, tél. 079 434 45 60

* La plateforme Chine est une coalition politique des organisations de développement et de droits humains Alliance Sud, Déclaration de Berne, Société pour les peuples menacés, Société pour l'amitié helvético-tibétaine et Solidar Suisse.

Classification: Commerce , Démocratie